

# Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

---

6 février 2013

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Soutien à l'Institut de hautes études internationales et du développement.....	4
Soutien financier au Festival International du Film Oriental de Genève.....	4
Aide en faveur des enfants et adolescents migrants rapatriés au Honduras .....	5
Genève-Confédération .....	6
Traitement thérapeutique des personnes internées à vie.....	6
Aides à la formation : oui à la compétence laissée aux cantons .....	6
Prévoyance professionnelle : oui aux mesures de protection proposées .....	7
Genève .....	8
Création d'une zone sportive et d'une zone de bois et forêts à Onex .....	8
Adaptation de la dénomination des arrêts du réseau des TPG dès le 18 février 2013 .....	8
Aide financière à trois entités œuvrant dans le domaine de la famille .....	9
Aide financière à l'association Fourchette verte Genève et à la Croix-Bleue Romande - section genevoise.....	10
Aide financière à l'association genevoise de prévention des accidents par morsure de chiens .....	10
Entrée en vigueur de lois .....	11
Agenda des invitations à la presse .....	13

# Genève internationale

---

## **Soutien à l'Institut de hautes études internationales et du développement**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi fixant le montant des indemnités accordées à la Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement pour les années 2013 à 2016 et ratifiant la convention d'objectifs conclue entre l'Etat de Genève, la Confédération (Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation) et l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID).

Pour la période 2013 à 2016, les objectifs prioritaires se réfèrent aux missions de base de l'IHEID, à savoir :

- offrir une formation disciplinaire et interdisciplinaire de qualité à des étudiants sélectionnés sur dossier;
- développer la recherche dans des thématiques prioritaires ;
- consolider le pôle en études internationales à Genève à travers la collaboration avec les hautes écoles genevoises, suisses et des partenariats internationaux ;
- renforcer les liens avec la Genève internationale.

L'institut compte actuellement quelque 770 étudiants ; il est prévu que l'institut augmente ce nombre à 1000-1200 afin de tenir compte de sa capacité d'accueil à partir de 2014 dans les nouveaux locaux de la Maison de la Paix.

Depuis sa création l'IHEID fait l'objet d'un soutien actif de l'Etat de Genève et de la Confédération, qui voient dans cette institution un appui académique essentiel pour le développement de la Genève internationale.

*Pour tout complément d'information : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP,  
☎ 022 546 69 15.*

---

## **Soutien financier au Festival International du Film Oriental de Genève**

Le Conseil d'Etat a accordé à l'association du Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG) une aide financière de 150'000 francs, soit 70'000 francs en 2013 et 80'000 francs en 2014, pour l'organisation du festival.

Le FIFOG rassemble quelque 80 productions provenant essentiellement d'Orient – et pour la majorité inédites – regroupées dans une dizaine de sections (l'Orient dans tous ses Etats, Voix et visions de femmes, Orient-Occident : regards croisés, etc.). Conjointement au festival, des rencontres et



débats entre public et cinéastes, artistes, journalistes ainsi qu'une exposition collective et une conférence à l'Institut de hautes études internationales et du développement seront organisés.

Par cette contribution, l'Etat exprime son intérêt pour une manifestation culturelle qui promeut un cinéma encore méconnu en Suisse, crée un espace de dialogue et met en valeur les enrichissements réciproques entre l'Orient et l'Occident, tout en renforçant l'image de la Genève internationale.

*Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice, bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 40.*

---

### **Aide en faveur des enfants et adolescents migrants rapatriés au Honduras**



Le Conseil d'Etat a accordé à l'association Casa Alianza Suisse une contribution globale de 432'988 francs sur trois ans (2013-2015) pour son projet en faveur d'enfants et adolescents migrants rapatriés au Honduras. Ce projet fait suite à un programme pilote qui a été soutenu par le canton en 2011-2012 et a permis d'évaluer les conditions d'accueil et de réintégration de cette population extrêmement vulnérable.

Les mineurs non accompagnés sont toujours plus nombreux à prendre la route – non dénuée de risques – de la migration, pour fuir l'exclusion socio-économique et le climat de violence qui règnent au Honduras.

En collaboration avec les autorités, le projet vise à accompagner 400 enfants et adolescents par an depuis la frontière hondurienne. Quatre cinquièmes d'entre eux seront réintégrés dans leurs familles ou transférés vers des institutions étatiques.

Ceux qui ne pourront pas être placés seront orientés vers les programmes de soutien de Casa Alianza Honduras. L'association veille à leur réintégration socio-familiale et facilite un appui juridique aux mineurs victimes de trafic et de traite.

*Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice, Bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 40.*

## **Traitement thérapeutique des personnes internées à vie**

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation relative à la réglementation de la commission fédérale chargée de juger les possibilités de traiter les personnes internées à vie.

Les modifications du code pénal suisse (CP) visant à concrétiser l'[art. 123a de la Constitution fédérale](#) (Cst.) relatif à l'internement à vie des délinquants sexuels ou violents jugés extrêmement dangereux et non amendables, sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008. En vertu de l'[art. 64c, al. 1 CP](#), l'autorité compétente doit examiner, d'office ou sur demande, si de nouvelles connaissances scientifiques peuvent permettre de traiter le délinquant extrêmement dangereux afin qu'il ne représente plus de danger pour la collectivité.

Pour ce faire, cette autorité prend sa décision en se fondant sur le rapport de la commission fédérale chargée de juger les possibilités de traiter les personnes internées à vie. En vertu de l'[art. 387, al. 1bis, CP](#), il incombe par ailleurs au Conseil fédéral d'édicter une ordonnance réglant la nomination et la rémunération des membres, la procédure et l'organisation de cette commission.

Cette ordonnance soumise à consultation est de nature essentiellement technique. Il importe cependant que la commission puisse fonctionner de façon satisfaisante, au vu du sérieux de sa mission.

Le Conseil d'Etat estime que le nombre de membres (10) prévu par le Conseil fédéral ne suffit pas à éviter des problèmes de récusation et donc de fonctionnement. Il considère par ailleurs qu'il est important que la personne concernée soit entendue par la commission, vu l'importance du préavis que celle-ci est appelée à rendre.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS  
☎ 022 327 92 09.*

---

## **Aides à la formation : oui à la compétence laissée aux cantons**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du projet du Conseil fédéral de revoir totalement la loi sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire, en y précisant les modalités d'allocation de ces aides.

Le canton de Genève souhaite que la compétence dans le domaine des bourses d'études soit, conformément à la Constitution fédérale, laissée aux cantons et qu'il soit renoncé, dans la loi fédérale sur les contributions à la formation, à une réglementation détaillée.

Le gouvernement souhaite que la loi fédérale se réfère directement aux dispositions prévues dans l'accord d'harmonisation du 18 juin 2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études et renonce à introduire

une réglementation supplémentaire afin d'éviter de créer des confusions et des conflits de compétences entre la Confédération et les cantons.

*Pour tout complément d'information : M. Grégoire Evéquo, directeur général, office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.*

---

### **Prévoyance professionnelle : oui aux mesures de protection proposées**

En réponse à une consultation lancée par le Département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat a donné son aval aux modifications proposées dans les lois fédérales relatives à la [prévoyance professionnelle \(LPP\)](#) et au [libre passage \(LFLP\)](#). La première modification concerne les institutions de prévoyance actives uniquement dans le domaine surobligatoire, soit celles qui assurent la partie de salaire supérieure à une fois et demie le montant maximal fixé dans la LPP et qui proposent à leurs assurés de choisir entre diverses stratégies de placement. La modification vise à permettre à ces institutions de verser à l'assuré la valeur effective de son avoir de prévoyance au moment de sa sortie et donc, à certaines conditions, de ne pas être contraintes de garantir le minimum de la prestation de libre passage calculé selon la LFLP.

Le Conseil d'Etat juge adéquate cette réforme qui tient compte des risques liés aux diverses stratégies de placement. Ainsi, un assuré ayant opté pour une stratégie plus risquée et ayant subi de ce fait une perte de valeur de son avoir de prévoyance ne pourra plus voir cette perte endossée par les autres assurés. Le Conseil d'Etat propose toutefois de renoncer à l'exigence de consentement écrit du conjoint ou partenaire enregistré en matière de choix de stratégie de placement qu'introduit la modification proposée. Cette exigence, sans incidence sur les prestations de prévoyance obligatoires, engendrerait en effet une charge administrative importante pour les caisses concernées.

L'autre modification vise à mieux protéger les personnes ayant droit à des contributions d'entretien. Elle renforce les mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de versement du capital. Les services de recouvrement pourront signaler aux institutions de prévoyance ou de libre passage les personnes qui négligent leur obligation d'entretien, et les institutions devront informer à leur tour ces services avant de procéder à un versement en capital en faveur de ces personnes. Les services de recouvrement devraient ainsi être en mesure de saisir à temps les contributions d'entretien qui sont dues. Le Conseil d'Etat est très favorable à cette mesure qui permettra de faciliter le recouvrement des pensions alimentaires dans les situations concernées.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 11.*

---

## **Création d'une zone sportive et d'une zone de bois et forêts à Onex**

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune d'Onex, au lieu-dit « La Gavotte ».

Le périmètre concerné est situé aux confins ouest du territoire de la commune d'Onex, le long du chemin des Verjus, entre les communes de Confignon et de Plan-Les-Ouates. Le périmètre, constitué d'une fraction de la parcelle N° 226 en propriété privée et d'une partie du domaine public communal d'Onex, représente une superficie totale de 20 131 m<sup>2</sup>. L'ensemble de ces terrains est actuellement situé en zone agricole et en zone des bois et forêts.

Le Conseil d'Etat propose de créer une zone sportive d'une superficie de 16 550 m<sup>2</sup>, destinée au sport équestre, ainsi qu'une zone des bois et forêts, d'une superficie de 3581 m<sup>2</sup>. L'objectif est de mettre en conformité les affectations existantes, d'assurer le périmètre du manège de La Gavotte, de lui permettre d'évoluer et de remplir les conditions légales auxquelles les établissements hébergeant des animaux sont soumis, tout en respectant les contraintes liées à la topographie du terrain et au caractère du lieu.

L'enquête publique ouverte du 27 mars au 11 mai 2012, a suscité une lettre d'observations. Dans sa délibération du 4 septembre 2012, le Conseil municipal de la commune d'Onex a préavisé favorablement ce projet.

*Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DU, ☎ 022 546 73 13.*

---

## **Adaptation de la dénomination des arrêts du réseau des TPG dès le 18 février 2013**

Le Conseil d'Etat a approuvé neuf dénominations de nouveaux arrêts sur la ligne transfrontalière M reliant Collonges-sous-Salève à St-Julien Gare et une modification de dénomination d'un arrêt existant sur les lignes 12, 27 et 42 (Carouge)

Les dénominations des nouveaux arrêts sur la ligne M sont :

- Collonges-Bourg d'En Haut,
- Collonges-Mairie,
- Bas-Collonges,
- Archamps-Pont de Combe,
- Archamps-Centre de convention,



- Archamps-Technopole,
- Archamps-Communauté-Communes,
- Saint-Julien-Lathoy hameau,
- Saint-Julien-Route Lathoy

et Carouge (Rondeau) sur les lignes 12, 27 et 42.

La commission cantonale de nomenclature a préavisé favorablement ces dénominations. Elles entreront en vigueur le 18 février 2013.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIME, ☎ 022 546 72 01.*

### **Aide financière à trois entités œuvrant dans le domaine de la famille**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi renouvelant, pour les années 2013 à 2016, les aides financières destinées à trois institutions oeuvrant dans le domaine de la famille, pour un montant total annuel de 1,076 million de francs.

Les entités bénéficiaires sont :

- la Fondation suisse du Service Social International ;
- l'Ecole des parents ;
- la Fondation Pro Juventute Genève.

Ce projet de loi s'inscrit dans la politique publique de la formation, soit le programme d'intégration, suivi éducatif et soutien aux familles et dans la prestation de prévention, promotion et soutien à l'enfance. Il ratifie les contrats de prestations conclus pour la période quadriennale.

Par ces soutiens, l'Etat de Genève entend s'assurer du bon développement des enfants et des jeunes de notre canton.

Les trois entités travaillent comme « auxiliaires de l'Etat » depuis de nombreuses années. Leur professionnalisme et leur engagement à offrir de nombreuses prestations dans le domaine de l'intégration du suivi éducatif et du soutien aux familles ont fait leurs preuves. C'est pourquoi le Conseil d'Etat renouvelle sa confiance envers ces institutions et compte sur leur engagement pour que perdurent les actions dont les familles et les enfants ont besoin.

*Pour tout complément d'information : M. Gilles Thorel, directeur du pôle de la coordination des prestations déléguées et de la surveillance, DIP, ☎ 022 388 55 87.*

---

### **Aide financière à l'association Fourchette verte Genève et à la Croix-Bleue Romande - section genevoise**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à l'association Fourchette verte Genève d'un montant total de 660'000 francs pour les années 2013 à 2016.

Ce soutien permettra à l'association Fourchette verte Genève de promouvoir une alimentation saine et équilibrée dans les établissements de restauration collective par l'octroi du label Fourchette verte et d'assurer le suivi du respect des critères d'hygiène, d'environnement et d'équilibre alimentaire du label.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à l'association la Croix-Bleue Romande - section genevoise d'un montant annuel de 110'000 francs, pour les années 2013 à 2016.

Ce soutien permettra à la Croix-Bleue de poursuivre ses activités en vue d'augmenter les capacités de réinsertion familiale, sociale et professionnelle des personnes qui ont une relation problématique avec l'alcool. Les activités de la Croix-Bleue sont menées en collaboration avec les institutions spécialisées dans le sevrage, les services de psychiatrie et les médecins privés. Ces prestations participent à la prévention des dépendances et sont complémentaires à celles délivrées par les différents acteurs du Réseau genevois d'alcoologie.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 00 04.*

---

### **Aide financière à l'association genevoise de prévention des accidents par morsure de chiens**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de 20'000 francs à [l'association genevoise de prévention des accidents par morsure de chiens \(PAM\)](#).

Cette aide permettra à cette association de continuer à dispenser son programme de prévention des accidents par morsure de chiens auprès des enfants scolarisés dans les écoles primaires.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Edder, chimiste cantonal, service de la consommation et des affaires vétérinaires, DARES, ☎ 022 546 56 42*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 13.12.2012, modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05) (mécanisme d'assainissement financier) (L10927)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 13.12.2012, accordant une aide financière annuelle de 545'000F à l'association Foyer Arabelle, de 726'000F à Solidarité Femmes, de 355'000F à SOS-Femmes et de 295'000F à Viol-Secours, pour la période de 2013 à 2016 (L11012)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 13.12.2012, accordant une aide financière annuelle de 5'198'260F aux associations de lutte et de prévention de l'infection VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles pour les années 2013 à 2016 : Groupe sida Genève (1'743'250F), Première Ligne (2'414'170F), Dialogai (694'750F), PVA (200'000F) et Boulevards (146'090F) (L11016)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 13.12.2012, ouvrant un crédit d'investissement de 600'000F pour l'équipement de deux immeubles avec encadrement pour personnes âgées permettant leur exploitation par la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) (L11015)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune du Grand-Saconnex (création de deux zones 3, l'une située sur l'autoroute nationale A1 au nord-ouest du chemin des Préjins et la seconde située au sud de la Voie-de-</a>	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

Moëns et à l'est de la route François-Peyrot) (11005)		
Loi du 13.12.2012, ouvrant un crédit d'étude de 550'000F en vue de mener l'étude de variantes d'une liaison cyclable directe et sécurisée le long de la route de Meyrin ou à sa proximité directe entre Les Avanchets et la piste cyclable longeant la piste de l'aéroport (L10789)	Grand Conseil	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 14.12.2012, modifiant la loi concernant la constitution d'une Fondation pour la construction d'habitations à loyers modérés de la Ville de Carouge (PA 553.00) (L10972)	Conseil d'Etat	Samedi 9 février 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
8 février 10h30	Mise en service de lignes de bus directes entre Annemasse et Cornavin et Carouge et Cornavin	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 022 546 78 49
13 février 10h30	Poussage du pont provisoire sur l'Arve	Boulodrome de la Fontenette 57, rte de Veyrier	DIME CFF CEVA	Caroline Monod ☎ 022 716 06 85 ou 079 473 32 99.